

Préface

J'ai eu maintes fois l'occasion, au cours de ma vie professionnelle, de participer à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation de projets et de programmes de développement agricole, dont l'objectif était d'assurer une alimentation saine et une agriculture durable dans les pays du Sud, qualifiés autrefois de « tiers-monde ». Je peux témoigner du fait que dans de telles circonstances, il est important de bien prendre en compte la diversité des exploitations agricoles et de comprendre leur économie. En effet, on ne peut guère envisager des interventions efficaces en agriculture sans une bonne analyse de la diversité des exploitations agricoles et de leur fonctionnement interne. Trop de projets fondés sur la vulgarisation d'un nombre limité de « paquets techniques » standards (semences sélectionnées, densités de semis, doses d'engrais, rations destinées aux animaux, etc.) échouent encore lamentablement parce que les recommandations faites aux différentes catégories d'exploitants ne sont guère adaptées à la diversité de leurs situations. Les techniques et les formes d'organisation proposées aux agriculteurs proviennent encore trop souvent d'*a priori* non démontrés plutôt que d'une compréhension rigoureuse de la réalité. L'emploi fréquent de jugements de valeur prononcés implicitement dans l'absolu (variétés « améliorées », « bons » rendements, « mauvaises » herbes, etc.), sans considération aucune pour les divers intérêts en présence, est une parfaite illustration de la subjectivité dont font encore preuve aujourd'hui de nombreux conseillers et vulgarisateurs agricoles.

Le grand mérite de cet ouvrage est précisément de ne pas considérer les agriculteurs comme un ensemble homogène à qui on pourrait proposer des solutions passe-partout. La réalité est en effet souvent beaucoup plus complexe : les agriculteurs d'une même région ne disposent pas tous de moyens semblables et ne produisent pas nécessairement dans les mêmes conditions écologiques, économiques et sociales. Ce qu'on appelle la rentabilité des systèmes de production peut alors prendre des significations très différentes selon ces conditions. Pour améliorer leur niveau de vie et reproduire au mieux leurs moyens de production, les diverses catégories d'exploitants d'une même zone agroécologique peuvent avoir intérêt à mettre en œuvre des systèmes de culture et d'élevage fort différents, avec une très grande gamme de techniques agricoles. Il importe alors de concevoir et de mettre en œuvre des interventions appropriées aux moyens, aux conditions et aux intérêts de chacune des catégories d'exploitants.

Laurent Levard considère donc à juste titre que l'élaboration d'une typologie des exploitations est une étape importante de l'analyse-diagnostic préalable à la conception des projets de développement agricole : son objectif est de mettre notamment en évidence les différentes catégories d'exploitants impliquées dans le développement agricole, les moyens de production et d'échange dont elles disposent, les conditions socio-économiques dans lesquelles elles travaillent, leurs différents intérêts, et les conséquences qui en résultent sur la diversité des systèmes de production agricole pratiqués.

La typologie doit ainsi permettre aux agents de développement de comprendre les raisons d'être des divers systèmes de production mis en œuvre par les agriculteurs et de moduler leurs interventions en fonction des différentes catégories d'exploitants, sachant qu'il serait absurde de leur proposer des opérations qui ne correspondent pas à leurs intérêts ou pour lesquelles ils ne peuvent pas avoir accès aux moyens matériels et financiers nécessaires.

Si tout le monde s'accorde aujourd'hui à reconnaître le bien-fondé des typologies d'exploitations agricoles pour la définition des projets de développement rural, le problème n'en reste pas moins de savoir d'après quels critères il peut être le plus utile de classer les différentes catégories d'exploitations. Il est fréquent de ranger les exploitations d'après l'importance des ressources disponibles en leur sein : terrains, force de travail, matériels, infrastructures, cheptel vif, etc. Cela tient au fait qu'il n'est pas toujours très difficile de recueillir les informations relatives à ces éléments. Mais les conditions écologiques et la disponibilité en ressources ne sont pas les seuls éléments pris en compte lorsque les exploitants choisissent et mettent en œuvre leurs systèmes de production agricole. Les considérations relatives à l'environnement économique et social pèsent aussi d'un grand poids dans leurs décisions. Les exploitants agricoles ne produisent en effet jamais de façon isolée et entretiennent en permanence des relations avec d'autres agents économiques : agriculteurs voisins, propriétaires fonciers, commerçants, usuriers, artisans, transporteurs, industries agroalimentaires, banques, administrations, fonctionnaires de l'État, etc. De toute évidence, ces rapports sociaux ne sont pas sans influencer le choix des systèmes de culture et d'élevage pratiqués par les agriculteurs et les résultats économiques obtenus dans les exploitations.

Du point de vue des agents de développement, il peut donc être utile de classer les exploitants agricoles non seulement en fonction des moyens et des ressources dont ils disposent, mais aussi selon leurs divers intérêts, compte tenu des conditions économiques et sociales dans lesquelles travaille chacun d'eux. Les critères à prendre en compte pour apprécier l'intérêt que les agriculteurs peuvent éventuellement porter à l'emploi de différentes techniques varient en effet très fortement selon les rapports de production et d'échange dans le cadre desquels ils opèrent. Parmi les conditions les plus susceptibles d'influencer le choix et l'évolution de leurs systèmes de production agricole, il convient de citer tout particulièrement celles relatives à la tenure foncière, aux modes de faire-valoir, au crédit agricole, à l'approvisionnement en intrants, en matériels et en pièces de rechange, au marché de la force de travail, à l'existence d'infrastructures, aux règlements phytosanitaires et vétérinaires, à la commercialisation des produits agricoles, aux éventuelles fluctuations de prix, etc.

Face aux aléas d'ordres climatique, sanitaire et économique, les agriculteurs peuvent ne pas tous avoir intérêt à prendre des risques identiques : un même accident peut être sans grave conséquence pour les exploitants les plus aisés, mais se révéler dramatique pour les paysans les plus pauvres. Les exploitants qui travaillent dans des conditions aléatoires et de très grande précarité économique (dépendance à l'égard des commerçants usuriers, fluctuations erratiques des prix, etc.) peuvent avoir intérêt à ne pas vouloir maximiser à tout prix leur espérance mathématique de production ou de revenu. On comprend aisément que des producteurs déjà fortement endettés pour les besoins de leur consommation n'aient pas intérêt à s'endetter davantage pour acheter les intrants et les matériels qui leur permettraient de mettre en œuvre des systèmes de production

dont les résultats peuvent être très élevés, en moyenne, mais avec des variations très importantes d'une année à l'autre. Le danger serait de ne pas pouvoir rembourser les emprunts à la suite d'une très mauvaise récolte, avec pour conséquence de devoir vendre leurs derniers biens disponibles et de ne plus pouvoir pratiquer l'agriculture en tant qu'exploitants indépendants. Ces agriculteurs s'efforcent donc de minimiser la probabilité de très faibles résultats en pratiquant des systèmes de production qui ne procurent pas nécessairement des revenus moyens très élevés, mais qui leur permettent au moins d'obtenir tous les ans des revenus supérieurs à un certain seuil : celui en dessous duquel les revenus des exploitants deviendraient catastrophiques.

C'est pour minimiser les risques de très mauvaises récoltes que de nombreux paysans pauvres et endettés s'efforcent d'associer dans leurs exploitations (et parfois sur les mêmes champs) plusieurs espèces et variétés végétales très différentes du point de vue de leur comportement physiologique. Toutes les plantes n'étant pas affectées de la même façon par les aléas climatiques et phytosanitaires, l'exploitant peut espérer pouvoir toujours récolter quelque chose sur ses parcelles et diminuer ainsi le risque de n'avoir aucun revenu, quelles que soient les fluctuations des conditions écologiques et économiques. C'est ce qui explique aussi pourquoi certains agriculteurs entreprennent de cultiver des champs parfois très éloignés les uns des autres et dispersés dans des conditions écologiques fort différentes : cette pratique cherche, pour l'essentiel, à diminuer la probabilité de ne rien avoir à récolter sur l'ensemble des surfaces disponibles.

Lorsque les conditions d'accès aux marchés sont difficiles et les fluctuations de prix aléatoires, les exploitants agricoles n'ont pas vraiment intérêt à spécialiser leurs systèmes de production vers la fourniture de marchandises destinées à la vente. Il peut en effet être préférable de produire une gamme diversifiée de denrées destinées prioritairement à l'autoconsommation familiale. Les systèmes de production sont alors surtout destinés à la fourniture de valeurs d'usage directement utilisables par les exploitants et leurs familles : calories et protéines pour leur alimentation, bois et chaumes pour les constructions, herbes médicinales pour les premiers soins, etc. Mais lorsque les conditions du marché sont beaucoup plus favorables, tant en ce qui concerne la commercialisation des produits agricoles que l'approvisionnement en moyens de production et en biens de consommation, les agriculteurs peuvent en revanche avoir intérêt à spécialiser leurs systèmes de culture et d'élevage en fonction des « avantages comparatifs » de leurs régions, et fournir des produits destinés à la vente, quitte à devoir ensuite acheter sur les marchés tout ou partie des biens destinés à la consommation de leurs familles. Les exploitants s'efforcent alors d'adopter et de maîtriser les techniques agricoles les plus à même d'accroître leurs revenus monétaires et d'acheter les moyens de production qui conviennent le mieux pour ce faire.

Les exploitants agricoles qui ne parviennent à accéder au foncier que pour de courtes périodes, ou qui n'en ont pas un usage exclusif, n'ont souvent pas intérêt à réaliser des investissements à rentabilité différée (fumure de redressement, plantations d'arbres, aménagements de défense et restauration des eaux et des sols, etc.), sachant qu'ils n'ont pas la certitude de pouvoir bénéficier des résultats à long terme. Pourquoi planter des arbres fourragers si les chèvres du voisinage peuvent rapidement les détruire lors de leurs passages en vaine pâture ? Pourquoi conviendrait-il d'entretenir les diguettes d'une rizière dont on est locataire que pour une seule saison de culture ? L'expérience montre que pour être incités à mettre en œuvre les systèmes

de production les plus favorables au maintien des potentialités productives des écosystèmes, les agriculteurs doivent bénéficier d'une relative sécurité (et d'une certaine pérennité) sur leurs droits au foncier.

Laurent Levard, qui a lui-même travaillé dans un grand nombre de pays du Sud et a acquis une grande expérience auprès de leurs paysanneries, nous présente ici toute une série de démarches et de méthodes destinées à bien analyser et comprendre l'économie des exploitations agricoles, de façon à faire en sorte que les programmes et les projets de développement conçus au nom de l'intérêt général puissent réellement prendre en compte leurs diverses rationalités économiques. Cet ouvrage sera à coup sûr d'une très grande utilité pour tous ceux qui souhaitent poursuivre cette expérience au service du plus grand nombre de paysans et de consommateurs.

Marc Dufumier
Agronome, professeur honoraire d'AgroParisTech